



Déclaration liminaire – CHSCT D du 07 janvier 2022

Mesdames, Messieurs,

C'est à nouveau dans un contexte de crise sanitaire très incertain que vont se dérouler nos travaux du CHSCT.

L'**UNSA Education** alerte sur l'asphyxie d'une Ecole publique pourtant centrale dans la résilience et le rebond d'une société minée par le pessimisme et les fractures.

Tous les personnels de l'Education nationale continuent d'exercer, et d'exposer chaque jour d'avantage leur santé physique et psychologique, consommant toujours plus leur crédit d'énergie et de courage sans aucune protection efficace fournie par l'employeur. Le Ministre Blanquer qui caracole avec un masque FFP2, le refuse toujours aux personnels en contact avec les élèves. C'est scandaleux !

Pourtant malgré les manquements du pouvoir politique, les personnels continuent dans un seul et même objectif: faire tourner le moteur de l'Ecole et éviter toute panne au service public d'Education parce que pour chaque élève, c'est un droit, c'est la clé de son entrée dans une vie la meilleure possible.

Notre employeur ne se limite pas à méconnaître nos métiers pour passer des consignes toujours aussi irréalisables, il dicte des règles sanitaires allant totalement à l'encontre d'une protection contre le virus, à l'encontre d'un climat apaisé propice à rester unis face à la crise, à l'encontre de conditions d'enseignement et d'apprentissage favorables et, de façon tout aussi grave, à l'encontre de l'avis général et unanime.

En effet, alors que le pays connaît une nouvelle vague de COVID avec un nouveau variant est à surveiller, l'**UNSA Education** juge la nouvelle stratégie sanitaire à l'Ecole incompréhensible, impossible et inacceptable.

Spécifiquement à l'école primaire, la substitution de la règle de la fermeture de classe durant 7 jours, dès un cas positif, par celle du dépistage de tous les élèves de la classe concernée à trois reprises va forcément créer des tensions entre usagers et personnels.

Quant aux modalités de mise en œuvre de cette suspension de classe suivie d'un retour à l'école au fil de l'eau et au gré des résultats des tests, elles relèvent tout simplement de l'impossible.

- Impossible pour des directrices et directeurs qui voient une nouvelle fois leurs missions au sein du protocole sanitaire s'alourdir et les obligent à dépasser leur fonction pour garder les élèves privés d'enseignant ou d'enseignante faute de remplaçants.

Comment faire en attendant que les parents viennent récupérer leurs enfants sans brassage ?

Que faire des enfants qui arriveront sans attestation sur l'honneur ?

La seule solution est de les faire garder par des AESH ou des personnels communaux dont ce n'est pas la mission.

- Impossible pour les enseignantes et enseignants qui se voient confier une double mission : celle d'assurer leur enseignement en présentiel pour les élèves de retour en classe car « négatifs » et celle d'assurer un enseignement en distanciel pour les élèves encore isolés car en attente de résultat ou « non testés ».

L'UNSA Éducation, dans ce cadre, vous alerte solennellement sur la situation d'extrême fragilité du premier service public de l'Etat, dans un contexte de crises plurielles dont les effets s'ajoutent et se cumulent.

Cette situation aura des conséquences durables. L'épuisement professionnel nourrit un mal-être désormais bien ancré et partagé par tous les personnels qu'ils soient enseignants, CPE, PsyEN, directeurs délégué aux formations professionnelles et technologiques, AED, AESH, assistantes de services sociaux, infirmières et médecins d'éducation nationale, personnels administratifs, personnels de direction, personnels d'inspection, personnels techniques de l'éducation nationale, ingénieur-es et personnels techniques de recherche et de formation, stagiaires ou formateurs.

Tout cela produit des effets néfastes sur la santé physique et psychologique des personnels et par répercussion, sur la santé de notre système éducatif.

Mais, une fois de plus, tout va très bien puisque notre ministre se voit toujours comme le ministre du bien être des enseignants!

La crise de l'attractivité, c'est à dire des recrutements mais aussi de l'envie de rester, est en train de devenir un problème majeur. Les conditions de vie au travail sont sérieusement dégradées, le sens de nos métiers – notre moteur – s'en trouve percuté. Les progressions des rémunérations en 2021 et 2022 pour certains personnels sont déjà absorbées par l'inflation et laisseront les autres dans une dégradation conséquente de leur pouvoir d'achat.

En euros constants, les enseignants français ont perdu « entre 15 et 25 % de rémunération au cours des 20 dernières années". Des salaires en chute de près de 20% en 20 ans, devenus nettement plus faibles que les salaires du privé. Un temps d'enseignement nettement supérieur à celui des pays voisins pour des salaires nettement plus bas. Des conditions de travail parmi les plus dégradées de tous les pays de l'OCDE.

Tout cela est connu.

Mais ce réquisitoire sans appel ne vient pas d'un syndicat enseignant. Il est tiré du rapport du Sénat sur le budget de l'Education nationale.

Le gouvernement s'entête à ne pas vouloir aborder la question du pouvoir d'achat et du dégel du point d'indice comme s'il était encore possible de reculer.

Les moyens prévus au budget 2022 ne seront pas à la hauteur des ambitions. Dans le premier degré, la dotation prévue de 0 postes pour l'académie ne pourra pas satisfaire, par exemple, les besoins d'augmentation de décharge de tous les directeurs ou encore les besoins en personnels spécialisés pour la prévention et le traitement de la grande difficulté scolaire ou des troubles du comportement.

Les conditions d'exercice dans le second degré continueront de se dégrader avec la politique des heures supplémentaires et les classes surchargées. Les autres personnels de l'Education nationale, indispensables au fonctionnement de notre système continueront d'être en sous-effectif du fait des absences non remplacées ou des postes non pourvus. Les moyens dédiés à la formation initiale et continue et aux remplacements continueront à faire défaut.

Et pourtant "Tout va très bien, madame la marquise, tout va très bien tout va très bien" martèle notre ministre!

En cette période de vœux, l'UNSA Éducation souhaite beaucoup de courage à l'ensemble des personnels car il va en falloir pour surmonter cette crise.